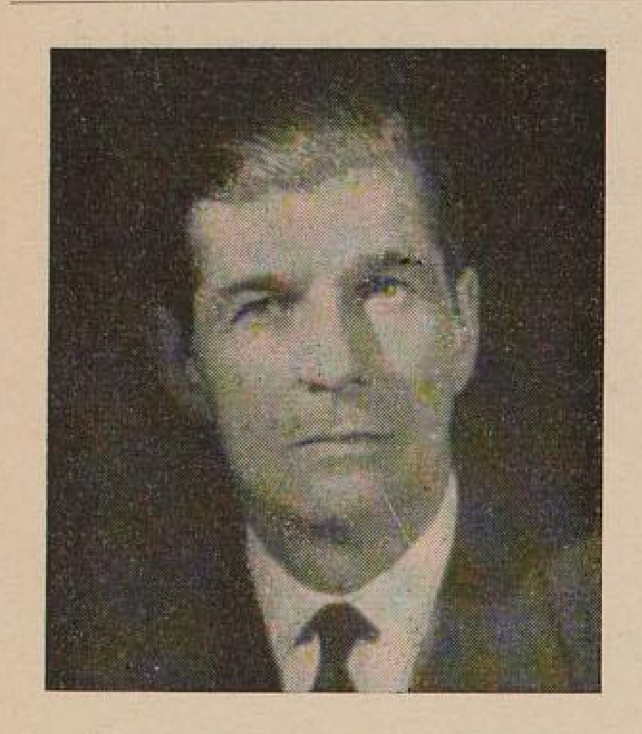
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'AUDE - 1re Circonscription de CARCASSONNE

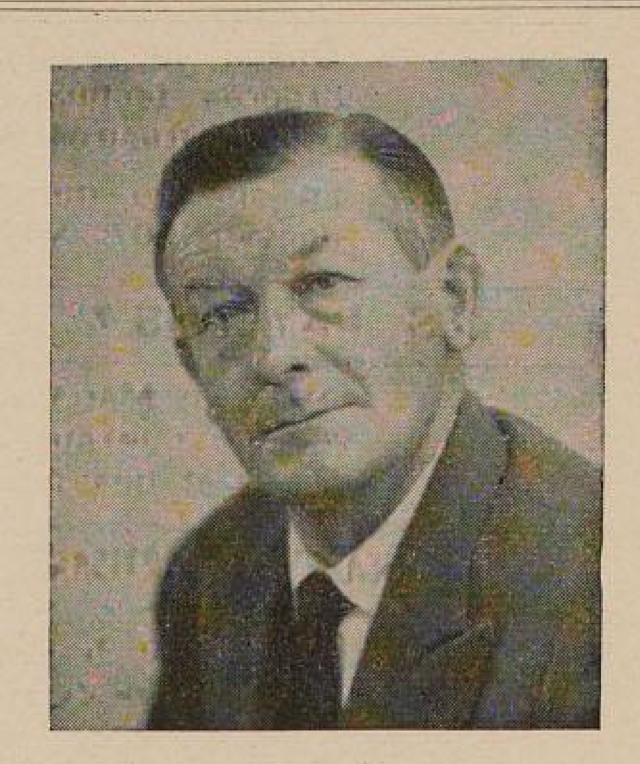


GEORGES GUILLE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

(PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.)



CHARLES SARRATO

Electrices, Electeurs,

12 jours... 120 communes... Toute campagne électorale normale est rendue pratiquement impossible.

Le pouvoir l'a voulu ainsi : il n'aime pas la libre discussion d'où jaillit la lumière. Il préfère la Télé.

Nous prions tous ceux que nous ne pourrons pas visiter de vouloir bien nous excuser.

Le bureau National de la Gauche Démocrate et Socialiste a proposé aux autres formations la **candidature unique**, partout, dès le 1er tour, **de tous les républicains** opposés au Pouvoir Personnel, comme cela fut fait victorieusement, en 1876, face au Coup d'Etat du Président-Maréchal de MAC-MAHON.

Cette proposition n'a pas été agréée.

Dans les circonstances présentes il faut le regretter et souhaiter qu'à la base les citoyens réparent cette erreur commise au Sommet, car les sectarismes étroits ne sont plus de saison.

Nous répudions le chantage de la peur. Le Général de GAULLE, tout à coup, vilipende violemment " le Communisme totalitaire ".

Nous, démocrates et socialistes, **nous avons toujours refusé**, et nous refuserons toujours, **tous les totalitarismes**, y compris, le cas échéant, le sien.

Mais cela ne saurait détourner notre attention de la tragique situation dans laquelle le Pouvoir a plongé la France.

Dix ans de stabilité, d'absolutisme, d'autocratie, de triomphalisme, d'autosatisfaction, de mépris des hommes et des choses, ont conduit le pays au chaos, jusqu'aux limites de la guerre civile. **Voilà le bilan du régime : une faillite !**

Il n'est **pas d'autorité** vraie **par la force** et la contrainte, **mais** seulement **par la justice** et la confiance.

Et il n'est **pas de politique nationale qui ne soit, d'abord, sociale.**

L'an dernier des manifestations paysannes, viticoles, ouvrières...

Cette année la révolte de la jeunesse, des étudiants, des travailleurs du secteur public ou privé, et les grèves d'une ampleur et d'une durée sans précédent...

La raison ? Elle est simple : Quand les problèmes ne sont pas résolus démocratiquement par le libre débat, ils se posent un jour dans la rue par la violence.

LA JEUNESSE ?

Dédaignée, minorée dans l'Université-caserne archaïque et inadaptée, refoulée aux portes de l'usine ou du bureau, elle est angoissée par la situation de l'emploi ;
Elle conteste une société qui lui refuse à la fois sa place et sa dignité.

LES TRAVAILLEURS ?

Quand le revenu national s'accroît, notablement et régulièrement, par le seul fait du progrès technique, ils voient le grand Capitalisme en tirer le principal profit et ils se sentent frustrés de la juste part qui devrait leur revenir.

Le spectre du chômage grandissant ajoute à leur inquiétude. (330.000 chômeurs en Janvier 1967... Plus de 500.000 aujourd'hui).

LES PAYSANS ?

Avec un Marché (commun ou non) organisé et des structures modernisées, ils veulent une logique indexation (depuis dix ans abolie), des prix agricoles sur l'indice général du coût de la vie et des prix industriels.

Les COMMERÇANTS et les ARTISANS ?

Ecrasés par **la fiscalité la plus lourde du Monde,** ils se sentent tributaires du pouvoir d'achat des salariés ou des producteurs, et solidaires d'eux.

En bref, c'est un refus général de l'incohérence et de l'injustice.

Mais le **Pouvoir** orgueilleux, inhumain et technocratique a **toujours refusé le dialogue.** Et là est le drame.

Tous les problèmes restent posés, à tous les niveaux et dans toutes les catégories :

— L'Ecole de la République, la Réforme démocratique de l'Enseignement et les bourses d'études.

— L'équipement hospitalier, l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale et la Mutualité ;

— Les salaires, traitements, retraites et pensions des personnes âgées ;

— L'emploi et les débouchés pour la jeunesse ;

— Les droits des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre de 14-18, de 39-45 ou d'Algérie ;

— L'indemnisation des Rapatriés et l'amnistie politique ;

— Le marché agricole et viticole qui domine toute l'Economie de notre Arrondissement et conditionne pour la plus large part, ses activités commerciales. (De cela nous avons pleinement conscience : la candidature de Charles SARRATO, viticulteur authentique et responsable autorisé du syndicalisme viticole, en témoigne)...

Mais aucun de ces problèmes ne peut être résolu isolément en dehors d'une option politique globale.

IL FAUT CHANGER DE POLITIQUE ET DE MÉTHODE, DONC, DE MAJORITÉ.

Si non l'orage passé et oublié, le Système retombera dans les mêmes erreurs congénitales : et d'autres orages éclateront, plus violents encore.

Car la confiance est morte.

Il faut mettre un terme, et vite, aux gaspillages de faste, de prestige et de gloire, aux folles prodigalités, aux profits scandaleux, à la fausse Grandeur et à la Force de frappe inutile, dérisoire et ruineuse.

Il faut que les ressources de la France soient consacrées, d'abord, aux équipements collectifs, aux investissements productifs, à la modernisation de notre Economie, et à l'amélioration du niveau de vie des Français.

Au Pouvoir personnel absolu il faut substituer le **dialogue dans une République des Citoyens.**

Un Nationalisme périmé nous conduirait, à brève échéance, à une autarcie mortelle.

Il faut faire l'Europe : non pas celle des Patries, des trusts ou des monopoles ;

Mais l'Europe démocratique des peuples.

Il faut rendre à la France sa place et sa présence coopérante, dans les Conférences des Nations et les organismes internationaux, où doit s'élaborer **la Paix par le Désarmement Général** et d'abord nucléaire.

Et il faut, en même temps, **préserver et garantir la Liberté de l'Individu ;** toutes les libertés essentielles, de pensée, de parole, de plume, d'association, de conscience...

Tels sont **les choix décisifs** qui détermineront **le Destin du Peuple Français.**

Car il n'y a pas d'ordre durable, de nos jours, sans justice sociale, ni de dignité humaine sans Liberté.

Nous vous demandons d'y réfléchir gravement, quand il est temps encore.

Pour que vive la France, et que vivent mieux les Français,

Faites que vive une République Sociale et que vive la Liberté !

Le Candidat :

Georges GUILLE

Président du Conseil Général de l'Aude
Député sortant de Carcassonne

et son remplaçant éventuel :

Charles SARRATO

Viticulteur - Adjoint au Maire de Peyriac-Minervois
Administrateur de la Cave Coopérative - Président de la Mutualité 1900
Vice-Président du Syndicat du " Minervois "
Administrateur Départemental de la Mutualité Sociale Agricole

Vu, Le candidat et son suppléant éventuel.

IMP. SOUGAILLE - LÉZIGNAN